

# COLLOMB DANS LE VIS DES MARCHEURS

**LE MINISTRE DE  
L'INTÉRIEUR** au  
sortir du Conseil des  
ministres, le 27 avril.



## GÉRARD COLLOMB EN DATES

**1947**

Naissance  
à Chalon-sur-Saône.

**1981**

Élu député du Rhône.

**1999**

Élu sénateur  
du Rhône.

**2001**

Élu maire de Lyon.

**2015**

Élu président de la  
métropole de Lyon.

**2016**

Affiche dès juillet  
son soutien à  
Emmanuel Macron.

**2017**

Nommé en mai

Bévues récurrentes, absences à répétition, le ministre de l'Intérieur est désormais critiqué jusque dans son propre camp. En haut lieu, l'exécutif lui maintient son soutien, mais réfléchit déjà à lui trouver un successeur.

PAR SOAZIG QUÉMÉNER

**L**e soir du samedi 12 mai, Édouard Philippe est monté en première ligne. Depuis le commissariat du III<sup>e</sup> arrondissement de Paris, le Premier ministre a salué « l'exceptionnelle réactivité des forces de police », intervenues cinq minutes après le premier appel à police secours signalant une attaque au couteau dans les rues de la capitale. Gérard Collomb n'a pas fait preuve de la même réactivité. Après trois tweets, il a fallu attendre 2 heures du matin pour le voir apparaître auprès des policiers puis au chevet des blessés à l'hôpital Georges-Pompidou. « *Le président, le Premier ministre et le ministre de l'Intérieur se sont tout de suite entretenus au téléphone* », réplique-t-on à Matignon, où l'on indique simplement que Gérard Collomb n'était « *pas disponible* » au moment où Édouard Philippe prenait la parole devant les caméras.

### Préférence lyonnaise

Cette absence serait anecdotique si depuis quelque temps ne se dessinait l'image d'un numéro deux du gouvernement à éclipses. Ainsi, après les violences perpétrées par les black blocs lors de la manifestation du 1<sup>er</sup>-Mai, il a

fallu attendre plusieurs heures avant que le ministre de l'Intérieur n'intervienne à la Préfecture de police de Paris. Une carence d'autant plus étonnante que ces débordements avaient été largement anticipés par les services de police, la Préfecture avertissant même la veille que « *des militants de groupes contestataires issus de mouvances extrémistes* » entendaient « *s'en prendre violemment aux forces de l'ordre ainsi qu'aux symboles du capitalisme* ». En réalité, ce jour-là, malgré ces signaux et le climat social tendu, le locataire de la Place Beauvau avait choisi de demeurer à Lyon, la ville qui l'a fait maire pour la première fois il y a dix-sept ans et dont il a laissé les rênes à un proche, Georges Képénékian, en juillet dernier. Une attitude qui a suscité l'incompréhension jusque chez ceux d'ordinaire enclins à soutenir le gouvernement. « *C'est quand même le b.a.-ba d'être à Paris le 1<sup>er</sup> mai* », soupire ainsi l'ancien ministre Dominique Bussereau.

D'ailleurs, on pourrait presque penser que Gérard Collomb passe encore aujourd'hui autant de temps à Lyon qu'à Paris... Plus précisément, selon le 20 heures de France 2, depuis son arrivée au gouvernement, Gérard Collomb a consacré... 27 % de ses 87 déplacements en France à la capitale des Gaules et à ses environs. Et il ne s'est pas contenté de thématiques propres à son ministère, comme l'inauguration d'une caserne de pompiers. Il a également inauguré un tronçon d'autoroute ou participé à la Fête de l'entreprise devant des patrons lyonnais... En guise de justification, le cabinet du ministre a répondu sans rire qu'il assumait « *être un interlocuteur privilégié du territoire du Rhône dont il dispose d'une connaissance fine* ».

Ancien chef du PS, Jean-Christophe Cambadélis voit une raison plus prosaïque dans cette tentation du retour permanent : « *Il a peur de perdre la ville ou d'être battu, victime d'une équation défavorable à la métropole.* » Car, à la différence de ses adjoints à la mairie, Najat Vallaud-Belkacem ou Thierry Braillard, tous deux ministres sous François Hollande, jamais Gérard Collomb n'avait figuré dans un gouvernement. « *Quand il s'est fait élire, il ne voulait plus quitter sa mairie, poursuit Cambadélis. Il n'a accepté des responsabilités ministérielles que parce qu'elles étaient d'un certain niveau.* »

Cette préférence lyonnaise a déjà coûté cher à celui qui était sénateur-maire jusqu'en mai 2017. En 2016, Gérard Collomb avait vu ses revenus baisser, à la suite de l'application du nouveau règlement intérieur du Palais du Luxembourg,

**“QUAND IL S'EST FAIT ÉLIRE, IL NE VOULAIT PLUS QUITTER SA MAIRIE. IL N'A ACCEPTÉ DES RESPONSABILITÉS MINISTÉRIELLES QUE PARCE QU'ELLES ÉTAIENT D'UN CERTAIN NIVEAU.”**

**JEAN-CHRISTOPHE CAMBADÉLIS**

obligeant les sénateurs à assister aux travaux en commission, aux votes solennels et aux séances de question d'actualité pour toucher la totalité de leurs indemnités parlementaires. Ne percevant plus, selon lui, que 4 000 € mensuels, il avait alors décrit « *un vrai cauchemar* », s'attirant du même coup de nombreuses railleries. L'auteur de cette réforme, Gérard Larcher, président du Sénat, l'avait pourtant >

➤ prévenu : « Je suis désolé, tu vas avoir des ennuis. C'est parce que tu aimes trop Lyon. » Et si Larcher confesse aujourd'hui une réelle tendresse pour un homme si épris de sa ville, il précise aussitôt que « la tendresse ne fait pas un bon ministre de l'Intérieur ».

Car, au-delà de cette passion lyonnaise, c'est bien dans l'exercice de sa fonction de ministre de l'Intérieur que Gérard Collomb pose problème, ses approximations successives ne cessant d'entretenir le doute. Exemple, au lendemain de la Fête du travail, quand il s'emmêlait les pinceaux sur France 2, en donnant un nombre de gardés à vue différent de celui annoncé sur une autre antenne par le préfet de police de Paris. Les bons chiffres étaient, bien entendu, ceux du préfet. « Il y avait une grande différence entre Michel Delpuech et lui. L'un était clair, volontaire et structuré. L'autre, plus brouillon », observe l'un de ceux qui, dans le premier cercle macronien, et c'est une nouveauté, n'hésitent plus à casser du sucre sur le dos du ministre.

Autre incroyable bévue : après les attentats de Trèbes et Carcassonne, Gérard Collomb avait pris la parole pour assurer que le terroriste Redouane Lakdim était seulement « connu pour des faits de petite délinquance ». « Nous l'avons suivi et nous pensions qu'il n'y avait pas de radicalisation, mais il est passé à l'acte brusquement », précisait-il devant micros et caméras. Or, peu de temps après cette déclaration, on apprenait que l'assassin était bien fiché S et également inscrit au fichier des signalements pour la prévention de la radicalisation à caractère terroriste.

## “Il n'y a pas plus chiant”

Alors que, pour sa défense, certains invoquent la fatigue d'un job éprouvant pour un homme de 70 ans, Gérard Collomb bénéficie pour l'instant du soutien officiel de ses « supérieurs ». A Matignon, on assure qu'Edouard Philippe ne pense « que du bien » du ministre de l'Intérieur qui « tient très bien son

**LA MÉTHODE COLLOMB**, après le fiasco du 1<sup>er</sup> mai, fait l'unanimité contre elle. Un ancien grand flic analyse : “Le ministre donne des consignes de trop grande prudence.” Pas sûr que son bilan, après un an Place Beauvau, lui assure longtemps le soutien du président...



François Guillot / AP / SIPA

ministère », pendant que l'Élysée méprise toutes les interrogations, n'y voyant que « des questions de commentateurs ».

Pourtant, d'autres commencent à faire des comparaisons. « Prenez un ministre comme Bernard Cazeneuve : c'était un animal à sang froid, très onctueux, très posé. A la fois brillant et effacé. Collomb, on ne peut pas dire qu'il soit brillant. En termes d'éloquence, il n'y a pas plus chiant qu'un de ses discours », ose un marcheur de la première heure. A croire que, lorsqu'il s'agit de Collomb, des macroniens désertent aisément les chemins de la bienveillance...

Certains trouvent même dans le passage de Cazeneuve Place Beauvau (2014-2016) une explication de la « méthode Collomb ».

On se souvient qu'en octobre 2014 la mort de Rémi Fraisse, jeune zadiste tué à Sivens par une grenade offensive lancée par un gendarme, avait profondément marqué le ministère de l'Intérieur de l'époque, au point que Gérard Collomb aurait aujourd'hui la plus grande crainte qu'un tel drame ne se reproduise. « On s'est réunis une semaine avant la décision de construire ou non l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, révèle un marcheur. Comme François Bayrou et Christophe Castaner, il plaidait pour le non. Gérard a toujours développé le même argument : il était très très inquiet pour les questions de sécurité. » Quitte à faire des choix en termes de maintien de l'ordre qui ne permettent pas toujours la plus grande des efficacités.



Ainsi, la violence du 1<sup>er</sup> mai, même si elle n'a pas fait de blessés graves, a choqué. « *La Fête du travail, cela a du sens et cela se respecte en France. Il faut être très attentif au respect du symbole, en assurant la liberté de manifester et en ne laissant pas confisquer la manifestation par les violents et les ultras. L'exécutif n'a pas suffisamment évalué les risques. Mille deux cents black blocs, c'est quand même l'équivalent de deux régiments d'infanterie !* » s'exclame ainsi Gérard Larcher, qui ne veut pourtant « pas tout mettre sur le dos du ministre ».

Un ancien grand flic que nous avons interrogé succombe pourtant à cette tentation. « *La doctrine en France en matière de maintien de l'ordre, c'est zéro mort, et tant mieux. Mais il est clair que les*

*images où l'on voit des CRS qui ne bougent pas alors que des types défoncent le McDo montrent deux faiblesses. Celle du renseignement : il aurait fallu casser le mouvement dès le départ. Et celle du politique : le ministre, on le sait, donne des consignes de trop grande prudence. Regardez, c'est la même chose à Notre-Dame-des-Landes : ils avaient mis le paquet avec 2 500 gendarmes. Quand vous êtes massifs, vous pouvez éviter la violence. Mais cela s'est enlisé, car les instructions politiques n'étaient pas assez nettes. »*

### **Ciblé de tous côtés**

Pour tenter de voir plus clair dans les événements du 1<sup>er</sup> mai, le patron du PS, Olivier Faure, a demandé l'ouverture d'une commission d'enquête parlementaire. « *Le maintien de l'ordre a été assuré d'une manière particulière, observe le nouveau leader socialiste, le doute existe sur la chaîne de commandement. »*

Au final, le baron lyonnais s'installe peu à peu comme la cible de toutes les oppositions. De la droite et de l'extrême droite, sur fond, notamment, de polémique récurrente sur l'utilisation des fiches S. « *A quoi sert le ministre de l'Intérieur, qui balbutie à chaque attentat des commentaires d'une vacuité affligeante* », a tweeté Marine Le Pen après l'attentat de la rue Monsigny. Mais les flèches viennent également de la gauche qui ne pardonne pas à l'ancien socialiste, même s'il a toujours été à la marge de ce parti, de porter aujourd'hui la loi Asile et immigration qui prévoit

notamment l'allongement de la durée de rétention administrative. Un texte qui a également donné naissance aux premiers députés « grondeurs » d'En marche. « *Il s'est perdu. On a le droit d'évoluer, mais parfois on se perd* », soupire Jean-Christophe Cambadélis. « *Il veut envoyer des signaux de rigueur, mais il sait très bien que les socialistes ne pourront pas voter cette loi-là* », ajoute Jean-Pierre Sueur, aujourd'hui vice-président de la commission des Lois au Sénat.

Les socialistes se sont également émus de la faiblesse de la réponse du ministre quand des militants de Génération identitaire ont prétendu tenir la frontière franco-italienne pour empêcher l'entrée de migrants dans l'Hexagone. « *On voit bien qu'il y a une absence de fermeté par rapport à l'extrême droite qui est suspecte. Il n'a pas les réflexes qui devraient être ceux d'un ministre dans sa mission de défendre les valeurs républicaines* », poursuit Olivier Faure.

Sur le papier, le ministre de l'Intérieur semble pour le moment indéboulonnable, membre du cercle des premiers croyants qui ont suivi l'étoile Macron. « *Il est surtout très proche de la présidente* », s'amuse notre marcheur canal historique. La « présidente » ? Brigitte Macron ! « *Elle l'apprécie, car il a été le premier grand élu de gauche à soutenir Macron. Et puis il est agrégé de lettres classiques* », poursuit cet interlocuteur.

L'agréé a pourtant subi ce week-end une de ces petites morsures à la nuque. Dans un confidentiel du JDD, on lit que, selon des proches du président, Frédéric Péchenard, ancien patron de la police et ami de Nicolas Sarkozy, ferait « *un excellent ministre de l'Intérieur* ». Ne figure dans cet écho aucune critique de l'actuel locataire de la Place Beauvau. Alors que le chef de l'Etat a promis d'évaluer l'action des ministres au bout d'un an et que des premiers remaniements commencent à bruire, il n'y a pas meilleur moyen pour mettre Gérard Collomb en insécurité. ■ s.a.

**“L'EXÉCUTIF N'A PAS SUFFISAMMENT ÉVALUÉ LES RISQUES. MILLE DEUX CENTS BLACK BLOCS, C'EST L'ÉQUIVALENT DE DEUX RÉGIMENTS D'INFANTERIE !”**

**GÉRARD LARCHER**